



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8479^e séance

Jeudi 7 mars 2019, à 10 heures

New York

Provisoire

Président : M. Delattre (France)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Yao Shaojun
Côte d'Ivoire	M. Adom
États-Unis d'Amérique	M. Cohen
Fédération de Russie	M. Nebenzia
Guinée équatoriale	M ^{me} Mele Colifa
Indonésie	M. Syihab
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Meza-Cuadra
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M. Trullols Yabra
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Hickey

Ordre du jour

Exposé du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Remerciements au Président sortant

Le Président : Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage, au nom du Conseil, à S. E. M. Anatolio Ndong Mba, Représentant permanent de la Guinée équatoriale, et à l'ensemble de son équipe, qui ont assuré la présidence du Conseil de sécurité pendant le mois de février. Je sais parler au nom de tous les membres du Conseil en exprimant nos chaleureux remerciements à l'Ambassadeur Anatolio Ndong Mba et à l'ensemble de son équipe pour le talent et l'efficacité avec lesquels ils ont mené les travaux du Conseil au mois de février, y compris dans des circonstances parfois difficiles.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Exposé du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Le Président : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'invite S. E. M. Miroslav Lajčák, Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Ministre des affaires étrangères et européennes de la République slovaque, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne sans plus attendre la parole à M. Miroslav Lajčák et lui redis tout le plaisir que j'ai – que nous avons tous – à l'accueillir ici aujourd'hui. En tant que Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et ancien Président de l'Assemblée générale, il est naturellement un pont entre les deux organisations. C'est un vrai privilège de l'avoir aujourd'hui parmi nous.

Je donne maintenant la parole à M. Lajčák.

M. Lajčák (parle en anglais) : C'est un grand honneur pour moi que de prendre la parole devant le Conseil aujourd'hui en ma qualité de Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Cette réunion témoigne des excellentes relations que l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont établies aux niveaux politique et opérationnel. L'OSCE, qui est la plus grande organisation de sécurité dans le monde au titre du Chapitre VIII de la Charte des Nations

Unies, est déterminée à appuyer le mandat mondial de l'ONU à l'échelle régionale.

Aujourd'hui, j'ai un message très simple à transmettre. Je pense que nous devons continuer à œuvrer de concert, peut-être même plus qu'aujourd'hui, car les enjeux sont très importants et concernent des questions qui sont au cœur des travaux du Conseil – la paix et la sécurité ou, pour reprendre le libellé du mandat qui régit cette Organisation, préserver les générations futures du fléau de la guerre.

En ma qualité de Président de l'OSCE, je vais donner au Conseil un aperçu de nos priorités et de nos activités en ce qui concerne trois points principaux et ensuite, écouter avec attention toutes les idées des membres du Conseil sur la voie à suivre. Tout d'abord, je voudrais parler de la prévention et du règlement des conflits et de l'atténuation de leurs effets sur les populations, car il s'agit de notre première priorité.

Je commencerai par ce qui se passe en Ukraine et dans les environs. C'est franchement inacceptable. Cette crise va à l'encontre de tout ce que l'OSCE et l'ONU défendent. Nous devons être très clairs dès le départ – il n'y a pas d'autre option que les Accords de Minsk. C'est pour cette raison que nous appuyons fermement les formats existants, notamment le format Normandie et le Groupe de contact trilatéral. Toutefois, nous ne pouvons pas nous contenter d'attendre patiemment que des progrès soient réalisés. Il y a trop de personnes qui souffrent en ce moment même. J'ai pu le constater de mes propres yeux lorsque je me suis rendu dans le pays en janvier dernier. C'était ma première visite en tant que Président en exercice de l'OSCE, et je ne l'oublierai jamais.

Dans la région de Louhansk, des personnes âgées – femmes et hommes –, qui s'appuient sur des cannes ou qui se déplacent en fauteuil roulant sont forcées, chaque jour, de franchir le seul point de passage ouvert – un pont sur la ligne de contact à Stanitsa Luganskaïa, qui a été gravement endommagé par le conflit. Plus de 10 000 personnes effectuent la traversée chaque jour. Elles souffrent et sont désespérées, négligées et abandonnées parce que les engagements ne sont pas respectés, la confiance continue de s'étioler et les chances d'un dialogue véritable sont en train de disparaître.

Nous réfléchissons depuis mon déplacement à des propositions concrètes qui permettraient d'améliorer de manière tangible la situation des populations sur le

terrain. Parmi les mesures que nous avons identifiées, il y a le déminage humanitaire et la remise en état du pont de Stanitsa Luganskaïa. Ces mesures, ainsi que d'autres, sont le fruit d'une collaboration étroite avec la Mission spéciale d'observation de l'OSCE, le coordonnateur de projet en Ukraine, le Comité international de la Croix-Rouge, le Service européen pour l'action extérieure et le Programme des Nations Unies pour le développement. J'ai eu l'occasion d'en discuter séparément le mois dernier avec les Ministres Klimkin et Lavrov. Je n'ai pas entendu « non » à une seule occasion. J'espère donc que nous pourrions examiner ces mesures dans les mois à venir.

Je saisis également cette occasion pour remercier sincèrement les vaillants hommes et femmes de la Mission spéciale d'observation déployés en Ukraine. Ils sont les yeux et les oreilles de la communauté internationale sur le terrain. Ils opèrent dans un contexte très risqué et méritent notre appui.

Je sais que certaines personnes parlent d'une mission des Nations Unies en Ukraine. Je tiens à souligner que ce débat n'est pas nouveau. Je n'ai rien à y ajouter aujourd'hui, si ce n'est pour réaffirmer que nous sommes prêts à examiner toute proposition ou décision concrète émanant de cet organe.

Si la crise en Ukraine et dans ses environs occupe une grande partie de notre attention, il reste d'autres foyers de conflit dans la zone de l'OSCE. L'organisation mène des activités de règlement des conflits et de médiation en Transnistrie, en Géorgie et dans le Haut-Karabakh. Je me félicite que l'on puisse également aujourd'hui appeler l'attention du Conseil sur ces situations.

Je vais commencer par le processus de règlement en Transnistrie, où nous avons observé une véritable dynamique. Cette dynamique semble de plus en plus forte. Durant mon déplacement en République de Moldova en janvier, j'ai souligné la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des huit mesures. Les prochains objectifs doivent être les transports publics et les télécommunications. Avec de la volonté politique et un dialogue véritable, des résultats tangibles peuvent être obtenus pour les populations sur les deux rives du Dniestr. Nous sommes également disposés à organiser une réunion du groupe des « 5+2 » à Bratislava, suivant l'évolution de la situation à la suite des récentes élections parlementaires. La Mission spéciale d'observation de l'OSCE a publié ses conclusions préliminaires concernant la conduite des élections. Je l'appuie pleinement, et je tiens à souligner plus généralement le rôle crucial que joue l'OSCE dans

l'observation des processus électoraux, qui consolide la démocratie dans la région de l'OSCE. C'est pourquoi les États participants de l'OSCE doivent faire tout leur possible pour que ces missions puissent poursuivre leur travail sans entrave.

J'en viens à la Géorgie, où notre présidence appuie pleinement les formats existants et reste attachée aux pourparlers internationaux de Genève et aux mécanismes de prévention et d'intervention en cas d'incident. J'ai visité la frontière administrative avec l'Ossétie du Sud, où j'ai pu me rendre compte par moi-même qu'il était urgent de rouvrir les points de passage fermés depuis quelques semaines. Leur fermeture crée des obstacles quotidiens pour la population locale, notamment un accès limité aux soins de santé. Toujours à ce propos, nous voulons mettre l'accent sur des projets qui pourraient générer des résultats modérés mais concrets et améliorer la situation pour la population sur le terrain.

Des avancées ont été enregistrées dans le Haut-Karabakh, mais il est nécessaire que cette tendance se poursuive. Je suis revenu il y a deux jours d'Azerbaïdjan, où je me suis félicité de l'intensification des pourparlers et de la baisse du nombre de violations du cessez-le-feu. Je rendrai également en Arménie la semaine prochaine. D'autres déplacements sont prévus dans les Balkans occidentaux et en Asie centrale. Durant ces visites et tous mes autres déplacements, nous suivons la même stratégie, à savoir ouvrir un nouvel espace de dialogue et aborder de manière pratique et sur place les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

La dénomination de ces conflits fait l'objet d'un débat animé. Quels que soient les termes employés – gelés, prolongés, points d'ombre – nous ne pouvons échapper à un fait indéniable, à savoir qu'ils durent depuis beaucoup trop longtemps. Tant qu'ils ne seront pas réglés, le risque d'escalade ne disparaîtra pas. Tant qu'ils ne seront pas réglés, les populations continueront de souffrir. Et tant qu'ils ne seront pas réglés, nous devons y prêter attention et coopérer. La collaboration entre l'ONU et l'OSCE doit faire partie de ces efforts. Un dialogue constructif est en cours entre mes représentants spéciaux et les envoyés et représentants de l'ONU. Des projets très positifs et concrets sont en train d'être mis en œuvre sur le terrain. Je pense qu'il est possible de faire plus, et c'est ce à quoi je veux réfléchir aujourd'hui. Ma deuxième observation portera donc sur ce qui nous attend.

L'ONU est née des cendres de la Seconde Guerre mondiale. Plus tard, l'OSCE est née des divisions de la guerre froide. Toutes les deux ont cumulé des pouvoirs fondés sur des systèmes constitués de règles, de normes et de principes convenus, donnant à chacun un intérêt dans la conduite des affaires internationales. Elles ont toutes les deux envisagé de nouvelles formes de coopération entre les décideurs afin d'améliorer la vie des populations sur le terrain. Elles ont toutes les deux cherché à instaurer le dialogue dans des endroits où il était inexistant. Aujourd'hui, nos deux organisations sont face à un défi similaire. Nous sommes en train d'apprendre comment affronter des problèmes que les fondateurs n'auraient guère pu imaginer : des changements climatiques au cyberterrorisme et à l'extrémisme violent. C'est pourquoi nous avons choisi le thème « Un avenir plus sûr » en tant que deuxième priorité. Le contexte sécuritaire évolue. L'imprévisibilité augmente. Nos institutions doivent s'adapter au nouveau siècle. Je réitère que c'est une chose sur laquelle nous pouvons et devons travailler en commun.

L'ONU a pris des mesures pour adapter son programme de travail en 2016, lorsque le Conseil de sécurité a adopté une résolution sur la pérennisation de la paix pour tenter de gérer plus efficacement le cycle de la paix (résolution 2282 (2016)) – en n'attendant pas qu'un conflit ait éclaté pour réagir, mais plutôt en éliminant les conditions dans lesquelles il se développe. Cela signifie que nous devons regrouper nos capacités dans les domaines du développement durable, du renforcement des institutions, de l'état de droit et de la bonne gouvernance. Ceci est pleinement conforme à l'approche globale de l'OSCE dans le domaine de la sécurité. Alors que nous œuvrons tous à faire de la pérennisation de la paix une réalité, la panoplie d'outils dont dispose l'OSCE pour aborder les cycles des conflits et ses activités connexes peuvent générer des enseignements sur le terrain. Je vais donner quelques exemples, en commençant par le portefeuille relatif à la lutte contre le terrorisme.

Le terrorisme et l'extrémisme violent ne sont pas exactement des phénomènes nouveaux, mais ils posent des menaces plus importantes que les fondateurs de nos organisations n'auraient pu l'envisager. J'ai appris avec une grande satisfaction qu'un mémorandum d'accord avait été signé entre l'OSCE et le Bureau de lutte contre le terrorisme. Les mécanismes de prévention sont essentiels. Plus nous travaillons de concert, plus les personnes que nous pouvons atteindre sont nombreuses.

Une autre possibilité de renforcer la coopération repose sur le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. L'ONU et l'OSCE accomplissent un travail important sur le terrain. Elles appuient toutes les deux les femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix. Elles promeuvent des processus de paix sans exclusive. Elles intègrent la perspective d'égalité des sexes à toutes leurs missions de terrain. Et elles s'efforcent toutes les deux de faire reculer la violence sexuelle liée aux conflits. Le vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) approche. Je vous exhorte donc tous à rechercher de nouveaux moyens de renforcer et d'appuyer nos activités mutuelles.

Il en va de même en ce qui concerne les jeunes et la paix et la sécurité. Le discours est complètement déséquilibré depuis trop longtemps. Les jeunes étaient considérés comme des risques, plutôt que des atouts, dans le contexte de la paix et de la sécurité. Nous sommes en train de changer cela. J'entrevois de nombreuses possibilités de coopération en ce qui concerne la mise en œuvre des résolutions 2250 (2015) et 2419 (2018). Cela dit, si nous voulons accomplir des progrès notables dans l'un ou l'autre de ces domaines, nous devons agir ensemble. Je suppose que les membres savent où je veux en venir.

Je vais terminer mon exposé aujourd'hui en soulignant notre troisième priorité, qui m'est particulièrement chère : un multilatéralisme efficace. Il semble que le monde ait commencé à oublier le rôle extrêmement urgent que joue le multilatéralisme, cet outil fondamental permettant de régler les problèmes et de prévenir les guerres dans le contexte des relations internationales. Certaines personnes présentes dans cette salle représentent des pays situés à des milliers de kilomètres de la zone de l'OSCE, mais nous ne sommes pas aussi éloignés qu'il le semble. De fait, un grand nombre des problèmes auxquels sont confrontés les pays représentés ici touchent également les 57 États participants de l'OSCE, car l'éventail des problèmes est mondial : les changements climatiques et leurs effets sur les sociétés les plus vulnérables; la pauvreté et la faim, qui peuvent alimenter les migrations; et les inégalités croissantes et la manière dont elles alimentent les conflits et la radicalisation. Ces problèmes sont tout à fait imperméables à toute solution unilatérale.

La collaboration et l'utilisation de plateformes multilatérales ne sont pas un luxe que nous pouvons nous permettre d'abandonner; elles sont notre unique option. Nous n'avons rien à perdre, et tout à gagner,

si nous collaborons. Nos peuples ont tout à gagner. Heureusement, l'ONU et l'OSCE en sont conscientes. Les entités de l'OSCE et de l'ONU coopèrent étroitement à Vienne, et des projets cruciaux sont menés sur le terrain.

Nos missions sur le terrain, dont la Mission spéciale d'observation, ont profité du savoir-faire et de l'appui de l'ONU, et nous avons davantage de mémorandums d'entente et de lettres d'accord que jamais par le passé.

L'OSCE a beaucoup à gagner d'une coopération plus étroite avec l'ONU, notamment dans les domaines de l'état de préparation opérationnelle, des capacités et des moyens à différents stades du cycle des conflits, ainsi que de la formation et des compétences sur un large éventail de thèmes et de questions. Mais l'OSCE a aussi beaucoup à donner, qu'il s'agisse de connaissances régionales adaptées, de compétences spécialisées ou de leçons tirées de l'expérience sur le terrain. En outre, dans ce climat d'érosion de la maîtrise des armements à l'échelle mondiale, l'OSCE peut être une enceinte de renforcement de la confiance et d'accroissement de la transparence.

Je pense que nous pourrions et devrions voir davantage de coopération dans les mois et les années à venir, car rien ne peut remplacer la légitimité de l'ONU ni la portée de son action. De même, s'agissant des 57 membres de l'OSCE, rien ne peut remplacer le savoir-faire local ni la présence sur le terrain. Lorsque ces atouts sont efficacement mobilisés et rassemblés, les résultats peuvent être historiques.

Je suis venu ici à New York pour parler au Conseil des priorités de la présidence slovaque de l'OSCE et pour mettre l'accent sur les possibilités de renforcer la coopération entre l'ONU et l'OSCE afin de concrétiser ces priorités. Je remercie les membres du Conseil de l'attention qu'ils m'ont accordée aujourd'hui, mais avant de terminer, je tiens à préciser une dernière chose. Cette séance ne changera rien à elle seule. Elle ne changera rien à notre travail et ne changera rien à la vie des gens. C'est pourquoi il est si crucial que nos paroles aujourd'hui soient suivies d'actes.

Nous sommes prêts à jouer notre rôle. J'ai déjà pris contact avec le Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires de l'ONU pour les inviter à participer à diverses manifestations de l'OSCE cette année. Mon équipe a également intensifié sa coordination avec le Bureau de liaison des Nations Unies à Vienne, et des discussions sont en cours sur les possibilités

d'approfondir la coopération sur le terrain. Plus nous travaillerons ensemble, plus nous nous rapprocherons de la réalisation de nos objectifs communs. Je suis convaincu que la séance d'aujourd'hui est un nouveau pas dans cette direction.

Le Président : Je remercie vivement M. Lajčák de son exposé important.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

M. Hickey (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Lajčák de son exposé et suis heureux de le revoir à nouveau à l'ONU. Le Royaume-Uni appuie pleinement sa présidence ainsi que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et les efforts qu'elle déploie pour faire face aux graves défis de sécurité auxquels nous sommes confrontés.

Le peuple ukrainien ressent ces défis avec acuité. Le Royaume-Uni soutient pleinement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, y compris en Crimée, comme devraient d'ailleurs le faire tous les membres présents aujourd'hui. Pourtant, année après année, nous constatons un mépris persistant du droit international de la part d'un membre permanent du Conseil. Le mois dernier a marqué le cinquième anniversaire depuis l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. La Russie a poursuivi ce type de comportement, faisant fi de manière flagrante des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans l'Acte final d'Helsinki, et continue de déstabiliser l'Ukraine orientale, de s'ingérer dans les élections ukrainiennes et d'alimenter le conflit actuel à un coût humanitaire dévastateur.

Depuis le début du conflit en Ukraine, plus de 10 000 personnes ont perdu la vie, près de 25 000 ont été blessées et 3,5 millions ont besoin d'une aide humanitaire. Les efforts déployés par les organisations internationales pour venir en aide aux personnes vulnérables dans le Donbass font l'objet de restrictions. La Russie est responsable de cette situation qui perdure. Ce conflit ne prendra fin que par la mise en œuvre des Accords de Minsk, qui exigent un cessez-le-feu réellement durable et une véritable volonté politique.

Nous nous félicitons de l'engagement personnel de M. Lajčák en faveur de l'atténuation des conséquences humanitaires de ce conflit. La Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine joue un rôle crucial et impartial dans le suivi de la situation sur le terrain. Elle mérite notre plein appui et doit pouvoir s'acquitter de son mandat à l'abri de l'intimidation, des restrictions

d'accès et des interférences avec son équipement. Le Royaume-Uni continuera d'appuyer résolument la Mission.

L'OSCE et l'ONU continuent de coopérer sur des objectifs communs. Je voudrais remercier l'OSCE et ONU-Femmes d'avoir coprésidé le Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes. Nous nous félicitons de l'intention de M. Lajčák de mettre l'accent sur les chaînes d'approvisionnement en matière de traite dans l'espace de l'OSCE.

La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent constituent un autre domaine de coopération important. Nous saluons ici l'approche inclusive de l'OSCE, qui est axée sur une démarche mobilisant l'ensemble de la société et intégrant pleinement l'état de droit, les droits de l'homme, l'égalité des sexes et la prévention. Nous saluons également le partenariat solide de l'OSCE avec les organes du Conseil de sécurité chargés de la lutte contre le terrorisme, ainsi que sa collaboration dans la mise en œuvre des cadres multilatéraux antiterroristes.

À l'approche du vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), les femmes et la paix et la sécurité doivent également rester une priorité pour les deux organisations. Je pense comme M. Lajčák que l'ONU comme l'OSCE doivent faire davantage pour renforcer leurs activités mutuelles dans ce domaine important.

L'ONU et l'OSCE continuent d'appuyer les Balkans occidentaux par la coordination et la collaboration entre leurs présences respectives dans la région. Nous devons continuer de concert à faire en sorte que les activités de l'OSCE complètent celles de l'ONU.

Nous nous félicitons des récents progrès accomplis dans la dimension humaine de l'OSCE, avec l'adoption d'une décision ministérielle historique sur la sécurité des journalistes et de plans pour la mise en œuvre de cette décision. Nous attendons avec intérêt de collaborer avec le Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias en amont de la conférence internationale sur la liberté des médias qui sera organisée par le Royaume-Uni en juillet.

L'OSCE est un forum de dialogue très utile, et si tous les États font preuve de volonté politique pour coopérer de manière constructive, cela peut permettre de réduire les risques et, à terme, contribuer à rétablir la confiance. Il est indispensable de mettre pleinement en œuvre les engagements existants et de les moderniser si nous voulons parvenir à une plus grande transparence et

prévisibilité militaires. Nous espérons que la démarche de M. Lajčák en tant que Président de l'OSCE permettra de promouvoir ces impératifs. Nous partageons sa priorité pour ce qui est d'œuvrer en faveur d'un règlement des conflits de longue date dans l'espace de l'OSCE et saluons la détermination dont il a fait preuve en se rendant dans la région au début de son mandat de président.

Enfin, je voudrais dire que nous souscrivons entièrement à l'appel lancé ce matin par M. Lajčák en faveur d'un multilatéralisme efficace. Nous ne pouvons relever nos défis communs, tels que les changements climatiques, le terrorisme et la maîtrise des armements, qu'en œuvrant de concert au niveau multilatéral dans le cadre du système international fondé sur des règles.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la France d'avoir convoqué la présente séance et vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence. Soyez assurés que ma délégation coopérera très étroitement avec vous pendant votre présidence.

Je voudrais également remercier la Guinée équatoriale de sa présidence le mois dernier.

Je souhaite la bienvenue au Conseil de sécurité au Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, M. Miroslav Lajčák, et le remercie de son exposé très complet.

Sachant la contribution positive de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et d'autres organisations de ce type dans d'autres régions, l'Indonésie tient à souligner trois points.

Premièrement, l'Indonésie se félicite des objectifs fixés par la présidence slovaque de l'OSCE pour 2019 s'agissant de la promotion du dialogue, de la confiance et de la stabilité dans l'espace de l'OSCE. Nous saluons également les trois domaines prioritaires identifiés par la présidence slovaque, à savoir la prévention, la médiation et l'atténuation des conflits ainsi que l'attention portée aux populations touchées; la garantie d'un avenir plus sûr; et un multilatéralisme efficace. Ce n'est que grâce à ces mesures que nous pourrions relever ensemble des défis de plus en plus complexes, tels que la lutte contre le terrorisme, les changements climatiques, les femmes et la paix et la sécurité, et d'autres. Parce que nous vivons dans un monde extrêmement interdépendant, nous avons une foi inébranlable dans la capacité du multilatéralisme d'apporter des solutions aux défis mondiaux et de promouvoir une paix et un développement durables. L'ONU, elle-même une manifestation du

multilatéralisme, est la preuve incontestable qu'elle peut apporter une contribution hors norme au règlement des problèmes dès lors que chacun est pleinement attaché aux buts et principes de l'Organisation.

Deuxièmement, le plein respect de la non-ingérence, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États est fondamental dans les relations entre les nations, et chaque État Membre de l'ONU doit honorer ces principes. Il est tout aussi essentiel que chacun respecte le principe de l'abstention du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans le règlement des conflits. Nous sommes fermement convaincus de la valeur du dialogue et de la nécessité de régler les différends à l'amiable, comme l'a également souligné à juste titre le Ministre Lajčák. La volonté politique à cette fin n'est peut-être pas toujours acquise mais, avec un dialogue soutenu, un respect mutuel et des efforts de paix crédibles, elle pourrait être encouragée. Bien que chaque conflit soit unique, l'insuffisance des capacités et des institutions publiques constitue souvent un obstacle critique à la consolidation de la paix. L'Indonésie insiste donc également sur la nécessité d'appuyer comme il convient les pays touchés, l'assistance qui leur est fournie devant être guidée par les priorités qu'ils ont eux-mêmes identifiées.

Troisièmement, l'Indonésie croit fermement au rôle charnière des accords régionaux. Les organisations régionales, parce qu'elles réunissent les pays d'une même région ayant des liens historiques, une culture commune et une compréhension mutuelle, peuvent bénéficier d'éclairages uniques leur permettant de régler des conflits par des voies pacifiques. Nous insistons pour que l'ONU continue de s'attacher à tirer davantage parti des entités régionales pour promouvoir la paix et la prospérité dans le monde. La Charte des Nations Unies souligne elle aussi l'importance des accords régionaux pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Chapitre VIII de la Charte, consacré spécifiquement aux accords régionaux, souligne que le Conseil de sécurité doit encourager le développement du règlement pacifique des différends d'ordre local par le moyen des accords régionaux.

Dans notre région, nous avons l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Depuis sa création en août 1967, les pays membres de l'ASEAN ont une responsabilité partagée de renforcer la paix, la stabilité et la sécurité de la région, sans interférence militaire étrangère ni pression induite. L'ASEAN contribue également à la promotion de la paix et de la sécurité dans la grande région de l'Asie-Pacifique. À cet égard,

l'ASEAN a ouvert un dialogue, qu'elle continuera d'entretenir, avec ses interlocuteurs. Nous pensons que des échanges sincères entre les pays de la région, et au-delà, y compris un dialogue interrégional, fournissent systématiquement des fondements solides pour que, quelle que soit la situation, une solution durable et acceptable par toutes les parties puisse être trouvée.

Pour terminer, je présente au Ministre Lajčák tous mes vœux pour que, durant son mandat de Président en exercice de l'OSCE, il puisse mettre en œuvre avec succès les nobles objectifs et le programme de l'organisation qu'il a énoncés dans son exposé.

M. Yao Shaojun (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Guinée équatoriale de l'excellent travail qu'elle a accompli à la présidence du Conseil de sécurité au mois de février. Je tiens également à féliciter la France de son accession à la présidence pour le mois de mars et à vous assurer, Monsieur le Président, de l'entière coopération de la Chine.

La Chine souhaite la bienvenue au Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et Ministre des affaires étrangères et européennes de la Slovaquie, S. E. M. Miroslav Lajčák, qu'elle remercie de son exposé détaillé.

À l'heure actuelle, la situation internationale connaît des changements de plus en plus rapides et profonds, et les facteurs d'instabilité et d'incertitude sont de plus en plus nombreux. L'unilatéralisme et le protectionnisme gagnent du terrain, ce qui compromet l'ordre international dans le système de gouvernance mondiale. Le monde a plus que jamais besoin du multilatéralisme. L'ONU est un étendard du multilatéralisme, tandis que le Conseil de sécurité est au cœur du mécanisme international de sécurité collective.

Le renforcement de la coopération internationale, avec l'ONU en son cœur, est une tendance d'ensemble dans notre aspiration commune. La Chine est favorable au renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, pour maintenir conjointement la paix et la sécurité internationales. Cette coopération doit résolument respecter les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, faciliter activement le dialogue et la consultation pour résoudre les questions régionales sensibles, promouvoir énergiquement la diplomatie préventive et apaiser les tensions par des moyens pacifiques. Toutes les activités des organisations régionales et sous-régionales

doivent être conformes au droit international et aux normes fondamentales des relations internationales, en particulier s'agissant du respect de la souveraineté nationale, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des États.

L'OSCE est un partenaire important de l'ONU. Ces dernières années, l'OSCE a pris une part active dans la diplomatie préventive, promouvant la sécurité régionale et la confiance mutuelle, et s'efforçant de régler les différends régionaux par la médiation. Depuis que la Slovaquie a accédé à la présidence de l'OSCE, cette organisation a donné la priorité à la prévention et à l'atténuation des défis, assurant ainsi un avenir plus sûr et renforçant le multilatéralisme. La Chine se félicite de ces efforts. La Chine appuie une coopération axée sur les résultats, entre le Conseil de sécurité et l'OSCE, dans les domaines de la paix et de la sécurité, et espère que l'OSCE continuera de jouer un rôle actif et constructif dans le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales.

En ce qui concerne la question de l'Ukraine, les parties concernées, y compris l'OSCE, ont fait des efforts positifs pour parvenir à une solution, ce dont la Chine se félicite. Nous espérons que la situation en Ukraine se stabilisera dans les meilleurs délais et que les parties concernées appliqueront effectivement la résolution 2254 (2015) et les Accords de Minsk, s'en tiendront à l'objectif général qui consiste à trouver un règlement politique et s'efforceront de parvenir à une solution complète par le dialogue et la consultation.

M. Adom (Côte d'Ivoire) : Ceci est ma première intervention en séance publique sous votre présidence, Monsieur le Président, aussi voudrais-je me permettre de vous adresser, au nom de la Côte d'Ivoire, mes chaleureuses félicitations, ainsi que mes vœux de plein succès à vous-même et à votre pays. Je tiens à saluer également l'excellent travail accompli par la Guinée équatoriale à l'occasion de sa présidence du mois de février.

Ma délégation remercie M. Miroslav Lajčák, Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, dont la présentation nous instruit sur la vision et les priorités de la Slovaquie, qui en assure la présidence au titre de l'année 2019. Elle voudrait saisir cette occasion pour lui adresser ses félicitations pour son accession à ce poste et lui souhaiter un franc succès dans ses nouvelles fonctions.

Dès son accession à la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)

en janvier 2019, la Slovaquie a clairement défini les axes principaux de ses actions, à savoir la prévention, la médiation, l'atténuation des conflits, le renforcement de la sécurité et la promotion d'un multilatéralisme efficace.

S'agissant du multilatéralisme en particulier, la Slovaquie s'est engagée à soutenir le développement de partenariats stratégiques entre l'OSCE et les organisations internationales. La pertinence de ce choix stratégique se comprend aisément au regard du contexte actuel, marqué par une tendance à la remise en cause des cadres multilatéraux de coopération qui ont pourtant donné la pleine mesure de leur efficacité dans la recherche de solutions durables aux défis globaux.

La persistance des menaces sécuritaires transnationales et les enjeux actuels du développement économique et social exigent en effet une conjugaison des efforts à l'échelle régionale et sous-régionale. C'est pourquoi la Côte d'Ivoire salue le modèle de coopération vertueux que représente l'OSCE, expression de la vision commune de ses 57 États membres de s'approprier leur sécurité collective. Elle note par ailleurs la qualité de la coopération de l'OSCE avec l'ONU, laquelle s'inscrit parfaitement dans le cadre du Chapitre VIII de la Charte des Nations unies.

La Côte d'Ivoire apprécie l'approche holistique de l'OSCE qui, face aux défis sécuritaires actuels, intègre les dimensions politico-militaire, économique, environnementale et humaine. Elle se réjouit de ce que son champ d'action s'étende aux problématiques de la maîtrise des armements, du renforcement des mesures de confiance et de sécurité, des droits de l'homme, de la protection des minorités nationales, de la promotion de la démocratie et de la lutte contre le terrorisme.

Au regard du rôle prépondérant des organisations régionales et sous-régionales dans la prévention et la gestion des conflits, fondé sur le principe de subsidiarité, la Côte d'Ivoire voudrait exhorter l'OSCE à jouer pleinement le rôle qui lui revient dans le renforcement de la paix et la sécurité en Europe, conformément à ses principes fondateurs. À cet égard, mon pays encourage la présidence slovaque de l'OSCE à œuvrer sans relâche au retour de la paix et de la stabilité en Ukraine et dans les régions avoisinantes, en amenant les différents protagonistes à surmonter leurs divergences, en vue de la mise en œuvre effective des Accords de Minsk. Dans cette optique, il urge de prendre les mesures idoines pour dissiper le climat de méfiance qui s'est installé entre les parties prenantes. Ceci permettra de préserver les

acquis obtenus grâce aux efforts déployés par l'OSCE et la communauté internationale, et de favoriser ainsi le retour de la paix et de la stabilité dans la région.

Il importe également que l'OSCE poursuive son appui aux mécanismes en place visant à régler les conflits du Haut-Karabakh, de l'Abkhazie et de l'Osétie, à faire avancer les pourparlers de paix concernant la Transnistrie et la Géorgie, et à aider à la stabilisation du Kosovo. À cet égard, mon pays salue les actions de bons offices de S. E. M. Miroslav Lajčák, notamment sa visite à Kiev, le 15 janvier 2019, avec pour objectifs d'exhorter les parties à l'apaisement et de permettre au Centre conjoint de contrôle et de coordination de jouer son rôle de soutien des observateurs de l'OSCE et de suivi du cessez-le-feu dans la région du Donbass.

Au regard de son champ d'action qui s'étend au-delà des frontières européennes, l'OSCE dispose d'une expérience qu'elle pourrait partager avec les autres organisations régionales et sous-régionales. Les menaces à la paix et à la sécurité, la lutte contre le terrorisme, le changement climatique et la gestion des flux migratoires sont, entre autres, des espaces de coopération que l'OSCE devra explorer avec les autres organisations régionales et sous-régionales. Mon pays est d'avis que, si la sécurité dans l'espace géographique de l'OSCE et celle dans les régions avoisinantes sont intimement liées, les dynamiques sécuritaires en Afrique subsaharienne n'impactent pas moins la paix et la sécurité en Europe. C'est pourquoi, tout en saluant la coopération fructueuse entre l'OSCE et ses partenaires méditerranéens et asiatiques, la Côte d'Ivoire appelle à l'élargissement de cette coopération aux organisations régionales et sous-régionales africaines, ce qui implique de rechercher, de façon solidaire et concertée, des solutions durables aux défis protéiformes qui se posent aujourd'hui en matière de paix, de sécurité et de développement.

Pour conclure, ma délégation voudrait réitérer ses vœux de plein succès à la Slovaquie, dans la mise en œuvre de ses priorités à la tête de l'OSCE, notamment la promotion du multilatéralisme auquel la Côte d'Ivoire, mon pays, reste fortement attachée.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars, et de rendre hommage à la Guinée équatoriale pour le travail remarquable qu'elle a accompli le mois dernier. Je vous remercie également, Monsieur le Président, d'avoir facilité l'exposé présenté aujourd'hui par le Président en

exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), M. Miroslav Lajčák, Ministre des affaires étrangères et européennes de la République slovaque. Je le remercie d'avoir partagé avec nous la vision de la Slovaquie pour la présidence de l'OSCE, qui est axée sur la prévention et l'atténuation des conflits pour préserver la paix et sur la réponse à apporter aux menaces émergentes grâce à une coopération plus étroite, notamment en ce qui concerne le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, l'engagement des jeunes et le multilatéralisme efficace pour relever les défis mondiaux et partagés. C'est toujours rafraîchissant de l'écouter. Je crois qu'il a littéralement repris là où il s'était arrêté il y a quelques mois à la tête de l'Assemblée générale. Je lui souhaite de nouveau la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies.

Son exposé indique clairement que les organisations régionales et sous-régionales qui s'occupent des questions de paix et de sécurité restent importantes pour assurer une paix et une sécurité durables dans leurs régions respectives. L'exposé a également montré l'importance de l'appui et de la coopération de l'ONU, principale organisation internationale chargée du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les efforts visant à renforcer la relation entre l'ONU et l'OSCE sont donc les bienvenus. Nous souhaitons réitérer que la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales en application du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies est nécessaire pour assurer une coordination plus étroite entre nos organisations.

Nous sommes toutefois conscients que chaque organisation régionale est confrontée à des défis qui lui sont propres s'agissant du maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que de la manière dont elle doit faire face à ces défis et à ces menaces. Nous devons toutefois être clairs sur le fait que les efforts déployés par les organisations régionales pour maintenir la paix et la sécurité internationales ne dispensent pas le Conseil des responsabilités que lui confère la Charte en tant que gardien de la paix et de la sécurité internationales. Ces efforts se complètent mutuellement, et c'est pour cette raison que la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales est si importante. Un dialogue de cette nature est l'occasion pour l'ONU et les organisations régionales telles que l'OSCE de partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques.

Je tiens à réitérer l'appui de l'Afrique du Sud aux travaux de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE

en Ukraine, qui doit continuer de bénéficier d'un accès sans entrave afin de surveiller et de vérifier le respect des Accords de Minsk dans le cadre de son mandat. De même, ma délégation estime que la création d'un environnement propice au compromis, à la réconciliation et à la stabilité à long terme au Kosovo relève de la responsabilité de tous les acteurs concernés, y compris l'OSCE, qui est l'une des plus importantes opérations sur le terrain au Kosovo. Cette approche sans exclusive permettra un appui plus solide et renforcera les efforts déployés sur le plan international pour instaurer la confiance. L'action menée par l'OSCE en Ukraine et au Kosovo et l'appui qu'elle apporte à leurs efforts visant à trouver des solutions pacifiques et durables s'avéreront d'une valeur inestimable pour leurs populations et pour la région dans son ensemble.

Je voudrais conclure mon intervention en réaffirmant que le Conseil de sécurité, les instances régionales, les partenaires internationaux et d'autres acteurs, tels que les donateurs, la société civile et les organisations de jeunes, doivent continuer de s'engager dans le dialogue et la coopération, dans l'intérêt des populations et de la stabilité de l'ensemble de la région.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars. Je vous souhaite plein succès, et j'ai le grand plaisir de vous assurer de notre plein appui. Je voudrais également exprimer notre gratitude à la Guinée équatoriale pour sa présidence menée avec brio le mois dernier. Qu'il me soit permis de m'adresser au Ministre Miroslav Lajčák et de lui souhaiter la bienvenue au Conseil de sécurité. Nous apprécions son exposé détaillé et le remercions d'avoir fixé les priorités stratégiques de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le Ministre peut compter sur nous pour appuyer pleinement ses priorités bien équilibrées et réalistes. Nous devrions tous défendre les efforts en faveur d'un multilatéralisme efficace.

Préserver le système de sécurité fondé sur le droit international reste une tâche essentielle pour l'OSCE. Le respect par tous les États participants de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des accords ultérieurs est une condition *sine qua non* pour la stabilité et la paix dans notre région. Malheureusement, ces règles universelles sont aujourd'hui remises en cause par un membre permanent

du Conseil de sécurité, dont la responsabilité est précisément de protéger et préserver ces règles.

Il y a cinq ans, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine ont été violées par la Fédération de Russie, en commençant par l'annexion illégale de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol, que nous n'avons pas reconnue et que nous ne reconnaitrons pas. Depuis lors, l'agression russe contre l'Ukraine demeure la question la plus importante inscrite à l'ordre du jour de l'OSCE, et le règlement du conflit reste une étape indispensable en vue de rétablir la sécurité européenne. Nous nous félicitons de la décision de M. Lajčák d'effectuer sa première visite en sa qualité de Président en exercice de l'OSCE en Ukraine, notamment dans la région du Donbass.

Je voudrais souligner que nous n'oublions pas que la Russie a recouru de manière injustifiable à la force militaire contre des navires ukrainiens, ce qui lui a permis d'imposer son contrôle unilatéral sur le détroit de Kertch. Mais le Kremlin ignore résolument les appels internationaux à la libération des 24 prisonniers de guerre ukrainiens. Les entraves imposées par la Russie au passage des navires par le détroit de Kertch ont déjà de graves répercussions socioéconomiques en Ukraine.

La Pologne appuie fermement la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine et insiste pour que la sûreté des observateurs et du matériel de la Mission soit assurée. Elle doit avoir un accès sans entrave à l'ensemble des régions ukrainiennes touchées par le conflit. Des mesures doivent également être prises pour renforcer la surveillance de la frontière entre l'Ukraine et la Russie et pour étoffer la présence internationale dans la zone de conflit.

Nous saluons encore une fois l'initiative de M. Lajčák de se rendre en Géorgie et en République de Moldova, deux autres pays touchés par des conflits prolongés. Nous soutenons pleinement les efforts du Groupe de Minsk de l'OSCE et sa quête d'un règlement politique juste et durable du conflit dans le Haut-Karabakh. Nous accordons une grande importance au travail effectué par l'Ambassadeur Andrzej Kasprzyk et son équipe, qui est une contribution précieuse à l'apaisement des tensions et à la mise en œuvre de mesures de confiance sur le terrain. Nous prenons dûment note de ce que le conflit en Transnistrie demeure au premier plan des préoccupations de l'OSCE. Il demeure indispensable de parvenir à un règlement global, pacifique et durable de ce conflit, sur la base de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Moldova.

S'agissant du conflit en Géorgie, nous demandons à la Russie de mettre en œuvre l'accord de cessez-le-feu en six points conclu le 12 août 2008 grâce à la médiation de l'Union européenne, qui a mis fin il y a près de 10 ans aux conflits en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud. La Russie doit retirer ses forces militaires des régions séparatistes de la Géorgie afin de créer les conditions d'un règlement pacifique du conflit.

La situation en matière de sécurité dans la région de l'OSCE suscite des préoccupations croissantes. L'incertitude militaire est utilisée en tant qu'instrument politique. Les manœuvres militaires de grande ampleur menées sans préavis le long de frontières internationales et les incidents militaires minent la confiance et provoquent des tensions dans la zone d'opération de l'OSCE. C'est pourquoi nous devons réduire d'urgence tout risque possible d'exacerbation des tensions en évitant les manœuvres militaires menaçantes. Nous devons rester attachés à respecter pleinement la lettre et l'esprit des engagements en vigueur dans le domaine politico-militaire. Réussir à actualiser le Document de Vienne sur les mesures de confiance et de sécurité serait une étape positive sur la voie du rétablissement de la confiance.

La Pologne s'oppose à toute tentative visant à affaiblir la pertinence de la dimension humaine de l'OSCE, et nous tenons à réaffirmer notre ferme appui à l'action des institutions autonomes de l'OSCE, en particulier le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, sis à Varsovie. Je tiens à exprimer notre plein soutien à la promotion des normes démocratiques et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui constituent des éléments indissociables de la sécurité globale, notion sur laquelle est fondée l'OSCE. Nous voudrions souligner en particulier le rôle de la Réunion sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine, organisée chaque année à Varsovie, qui est la plus grande conférence en Europe consacrée aux droits de la personne et à la promotion des valeurs démocratiques. Nous espérons sincèrement que cette instance sera utilisée pour renforcer davantage la protection des droits de l'homme dans toute la région de l'OSCE et pour améliorer la coopération multilatérale dans le domaine des droits fondamentaux.

Demain nous célébrerons la Journée internationale des femmes et cela me donne une excellente occasion de rendre hommage à toutes les femmes qui

participent aux activités de l'OSCE. Nous espérons que celle-ci s'emploiera à préserver la dynamique actuelle et à continuer de mettre en œuvre des programmes en faveur de la participation accrue des femmes à la vie politique et publique, de la lutte contre la violence faite aux femmes et de l'application de la résolution 1325 (2000), qui souligne le rôle des femmes dans la prévention des conflits, la gestion des crises et le relèvement après les conflits.

M. Cohen (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais me faire l'écho des orateurs précédents et vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Nous félicitons aussi la Guinée équatoriale de son ardeur à la tâche pendant sa présidence du Conseil en février, un mois très chargé.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance d'information. Nous saluons et apprécions vivement les contributions inestimables que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) apporte à la paix et à la sécurité régionales depuis plus de 40 ans. En tant qu'ancien responsable de secteur chargé de l'OSCE au Département d'État, je me réjouis particulièrement, à titre personnel, de participer au débat d'aujourd'hui. Je remercie M. Lajčák de son exposé sur les activités de l'OSCE et de son leadership à la tête de cette organisation. Les États-Unis félicitent l'OSCE du rôle crucial qu'elle joue depuis 1975 dans l'élaboration d'une architecture robuste de sécurité régionale et dans la promotion des droits de l'homme, de la démocratie, de la paix et de la stabilité dans la vaste région de ses États participants. Les principes fondamentaux de l'OSCE, en tant que pilier du système international fondé sur des règles, doivent être respectés. Nous soulignons le rôle inestimable de l'OSCE en tant qu'instance permettant d'aborder les problèmes les plus épineux de notre époque grâce à un dialogue ouvert et global. Sa présence inégalée grâce à ses bureaux extérieurs, en particulier dans les Balkans occidentaux, continue de jouer un rôle important et influent.

La démarche globale de l'OSCE en matière de sécurité et ses contributions à la promotion du règlement pacifique des conflits ne sont nulle part plus importantes qu'en Ukraine. Comme cela a été signalé, le mois dernier a marqué le cinquième anniversaire de l'occupation illégale de la Crimée par la Russie et de son déclenchement du conflit dans l'est de l'Ukraine. L'agression de Moscou, qui a commencé en 2014, a représenté la première tentative, depuis la Seconde Guerre mondiale,

de la part d'un pays européen de redessiner les frontières d'un autre pays par la force. Il est particulièrement grave que l'agression ait été menée par un membre de l'OSCE contre un autre. En novembre, la Russie a intensifié ses activités agressives contre l'Ukraine lorsqu'elle a attaqué des navires de la marine ukrainienne dans la mer Noire. Les États-Unis condamnent une nouvelle fois fermement ce recours injustifié à la force et demandent de nouveau à la Russie de libérer le personnel ukrainien détenu et de restituer les navires saisis.

Les États-Unis félicitent la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine, qui constitue pour la communauté internationale la meilleure source d'informations impartiales sur le conflit dans l'est de l'Ukraine. L'action de l'OSCE en vue de négocier des cessez-le-feu a également été cruciale pour atténuer les souffrances causées par l'agression de la Russie. Nous saluons le courage et le dévouement des observateurs non armés de la Mission.

Comme nous l'avons dit à maintes reprises dans cette salle, les États-Unis appuient pleinement la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, y compris ses eaux territoriales, comme devraient le faire tous les États membres de l'OSCE. Nous ne reconnaissons pas, et nous ne reconnaitrons jamais, la prétendue annexion de la Crimée par la Russie. À l'instar de nos partenaires européens et autres partenaires, nous réaffirmons que nos sanctions à l'encontre de la Russie relatives à l'Ukraine resteront en vigueur jusqu'à ce que la Russie mette pleinement en œuvre ses engagements au titre des Accords de Minsk, et que les sanctions relatives à la Crimée resteront en vigueur jusqu'à ce que la Russie remette le contrôle total de la péninsule à l'Ukraine.

Les États-Unis sont également opposés à l'occupation persistante par la Russie de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, qui font partie de la Géorgie. Là aussi, les actions de la Russie vont à l'encontre de ses engagements internationaux et violent la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Géorgie, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Encore une fois, en Géorgie, nous sommes témoins d'efforts concertés d'un membre de l'OSCE visant à déstabiliser un autre membre de l'OSCE. Bien que la Russie participe aux négociations de l'OSCE sur le règlement de la question de la Transnistrie selon la formule cinq plus deux, elle n'a pas honoré les engagements qu'elle avait pris en 1999 lors du sommet d'Istanbul de retirer

ses forces de Moldova. La Russie a profité des conflits prolongés dans ces pays pour entraver le rapprochement de la région avec les institutions européennes et occidentales et pour retarder l'établissement d'un ordre fondé sur des règles.

Nous avons exhorté la Slovaquie, qui assure la présidence de l'OSCE, à appuyer les initiatives en cours lancées par l'OSCE et les États participants, notamment les discussions internationales de Genève et les pourparlers menés selon la formule cinq plus deux. La communauté internationale doit s'opposer aux actions d'un État qui vont à l'encontre des principes et engagements de l'OSCE et portent atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté d'autres États participants. La communauté internationale doit également apporter sa contribution pour préparer le terrain en vue du règlement pacifique de ces conflits prolongés, dont il ne fait aucun doute qu'ils durent depuis trop longtemps, comme l'a indiqué le Ministre des affaires étrangères, M. Lajčák.

En outre, nous remercions la présidence de l'OSCE et les États participants de leur appui au processus du Groupe de Minsk. Les États-Unis, la Russie et la France, dans le cadre de leur coopération productive en tant que coprésidents, s'emploient à aider les parties à parvenir à un règlement du conflit du Haut-Karabakh, qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan.

On ne saurait trop insister sur le rôle essentiel que joue l'OSCE dans le renforcement des droits de l'homme, de la démocratie, de la paix et de la stabilité en Europe depuis plus de 40 ans. Les États-Unis réaffirment l'importance de l'OSCE en tant que partenaire de l'ONU et du Conseil de sécurité en particulier, pour régler de graves problèmes de sécurité. Nous continuerons d'appuyer le travail indispensable mené par l'OSCE relativement à ces conflits et à d'autres.

M. Trullols Yabra (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Je voudrais, Monsieur le Président, m'associer à mes collègues pour vous féliciter et exprimer mon appui à votre présidence et en même temps, féliciter la Guinée équatoriale pour sa récente présidence.

La République dominicaine tient à remercier M. Miroslav Lajčák, Ministre slovaque des affaires étrangères et Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de son exposé édifiant sur les activités de l'organisation. Nous voudrions féliciter la présidence slovaque et saisir cette occasion pour exprimer notre appui à l'OSCE et à ses efforts constants visant à promouvoir la sécurité, la

stabilité et la bonne gouvernance dans toute la région. Nous notons avec satisfaction que ses priorités vont dans le sens de l'action menée par l'ONU et des priorités du Conseil, à savoir la prévention des conflits, la médiation et l'atténuation des conflits, et mettent l'accent sur les personnes touchées, la quête d'un avenir plus sûr et l'efficacité du multilatéralisme.

Nous sommes conscients que son programme se heurte à des défis et offre en même temps des possibilités pour donner suite au dialogue politique dans la région, garantir le respect des engagements pris et œuvrer à des solutions durables. Nous prenons note avec intérêt de la volonté de l'OSCE de mettre l'accent sur la mise en œuvre des accords et des responsabilités qui en découlent. Dans ce contexte, le Conseil suit constamment de près les conflits en cours en Europe. En effet, la promotion de l'engagement des parties à mettre en œuvre les accords conclus a des incidences sur les conditions de vie des civils, qui sont souvent les plus touchés.

La République dominicaine est consciente de l'importance qu'il y a pour la région de faire des progrès en ce qui concerne la situation dans l'est de l'Ukraine. Nous partageons l'avis de l'OSCE qu'il faut insister sur le respect et l'application des Accords de Minsk et nous saluons sa volonté d'examiner des propositions qui contribueront à promouvoir le rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. À cet égard, nous réaffirmons notre appui à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et à la Mission spéciale d'observation de l'OSCE, qui continue d'être le thermomètre de la communauté internationale sur le terrain.

Nous nous félicitons des efforts que continue de déployer l'OSCE pour régler les conflits au Haut-Karabakh, en Géorgie et en Transnistrie. Nous estimons qu'il faut accorder une attention soutenue aux conflits prolongés, car ils sont au cœur des préoccupations de la communauté internationale en matière de paix, de stabilité et de sécurité internationales. Notre délégation estime que, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, la coopération avec les organisations régionales peut permettre d'intervenir plus efficacement pour prévenir les conflits, les atténuer ou y faire face. Toutefois, à notre époque, étant donné la méfiance qui règne et le fait que les intérêts politiques ne se soucient pas des dimensions humaines, il est fondamental d'assurer le succès des efforts des organisations comme l'OSCE pour régler des situations critiques ayant trait à la sécurité. À cet égard, il est essentiel de

pouvoir compter sur l'appui et l'engagement sincère des parties concernées.

Nous saluons l'approche visant à promouvoir la participation des femmes dans différents domaines de la vie publique et politique, en matière de prévention des conflits, de gestion des crises et de consolidation de la paix, ainsi que le rôle crucial que jouent les jeunes dans le renforcement de la sécurité et de la coopération. Dans cet esprit, nous soulignons l'importance de diverses initiatives multidimensionnelles de l'OSCE menées avec et pour les jeunes, ainsi que la priorité qui est accordée au renforcement de politiques inclusives relatives à la jeunesse. Nous sommes convaincus qu'il est essentiel de donner suite aux conférences de l'OSCE sur la jeunesse et la sécurité, pour prendre en compte l'importance et le rôle constructif des jeunes dans la promotion d'une culture de paix et dans la prévention et le règlement des conflits, conformément aux résolutions 2250 (2015) et 2419 (2018).

Enfin, à la veille de la Journée internationale des femmes, nous voudrions rendre hommage à toutes les femmes du monde, en particulier celles qui ont laissé et continuent de laisser leur empreinte dans leurs communautés et dans leurs pays en œuvrant pour un monde plus équitable, plus inclusif et plus participatif au profit des femmes.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Qu'il me soit permis aussi, Monsieur le Président, à l'instar de mes collègues, de commencer en vous félicitant pour votre accession à la présidence du Conseil et de remercier encore à nouveau la délégation de la Guinée équatoriale pour le travail effectué le mois dernier. Ensuite je voudrais remercier le Ministre Lajčák, Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, pour son exposé. La Belgique s'associe pleinement aux trois priorités qu'il vient de tracer avec éloquence mais aussi et surtout, conviction. Il peut compter sur notre plein appui.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) joue un rôle clef en promouvant le dialogue dans nombres de conflits, allant du Haut-Karabagh à la Transnistrie en passant par les territoires séparatistes de la Géorgie. Elle contribue au quotidien aux efforts de réconciliation dans les Balkans.

Aujourd'hui, je voudrais porter mon attention en particulier sur la situation en Ukraine, qui constitue non seulement une des plus grandes violations des principes fondateurs de l'OSCE, mais aussi des principes de

la Charte des Nations Unies. À cet égard, je voudrais mettre en exergue les efforts de l'OSCE pour éviter une nouvelle escalade de ce conflit. Nous saluons le travail indispensable de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en tant qu'observateur mais également en tant que facilitateur du dialogue entre toutes les parties à la crise.

Nous regrettons les entraves au bon accomplissement des tâches de surveillance et de rapportage de cette Mission en Ukraine. Nous encourageons fortement les parties au conflit à respecter le mandat de la Mission et à lui permettre un accès sûr et sans entrave à tout le territoire ukrainien, y compris en Crimée et le long de la frontière entre l'Ukraine et la Russie.

Nous nous associons à l'appel en faveur d'une solution politique durable à ce conflit. Une telle solution doit être fondée sur le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. La mise en œuvre intégrale des Accords de Minsk est primordiale à cet égard. Nous continuons à soutenir les efforts déployés en format Normandie ainsi que dans le cadre du Groupe de contact trilatéral.

Nous sommes préoccupés par la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme, les agressions contre les journalistes et l'intolérance croissante dans les nombreuses régions où l'OSCE est active. Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de la démocratie et de l'état de droit sont indispensables pour garantir une sécurité durable. Nous soulignons notre attachement indéfectible à la dimension humaine, qui doit être le fil rouge à travers les travaux de l'OSCE.

L'OSCE contribue également fortement à la prévention et à la lutte contre les menaces transnationales. Le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que la radicalisation, constituent certaines de ces menaces transnationales. À cet égard, nous saluons le mémorandum d'accord conclu entre le Bureau de lutte contre le terrorisme et l'OSCE. L'un des moyens les plus efficaces pour promouvoir la mise en œuvre des résolutions du Conseil et renforcer les capacités des États Membres réside en effet dans une bonne collaboration entre le Bureau de lutte contre le terrorisme et les organisations régionales.

Avec 57 membres, l'OSCE est la plus grande organisation régionale au sens du Chapitre VIII de la

Charte des Nations Unies. Elle joue un rôle indispensable dans la protection d'un ordre international basé sur le droit et dans la promotion de la paix et de la sécurité en Europe. Les différentes dimensions de l'OSCE reflètent l'idée d'une approche intégrée de la sécurité et d'une paix durable; autant d'objectifs que le Conseil se doit de soutenir.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) :

Nous nous associons aux félicitations qui vous ont été adressées, Monsieur le Président, ainsi qu'à votre délégation, pour l'accession de la France à la présidence du Conseil pour ce mois. Nous réitérons nos remerciements à la Guinée équatoriale pour sa présidence efficace le mois dernier. Nous saluons la présence du Ministre des affaires étrangères et européennes de la Slovaquie, M. Miroslav Lajčák. Nous sommes certains que son jugement et ses qualités de dirigeant reconnues contribueront de manière substantielle à la réalisation des objectifs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont il est le Président en exercice, comme ce fut le cas durant sa présidence de l'Assemblée générale à sa dernière session.

Conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, le Pérou promet et souligne la nécessité de développer et de renforcer des synergies avec les organisations régionales et sous-régionales, afin de prévenir et combattre efficacement les situations de conflit et de promouvoir le multilatéralisme. À cet égard, nous soulignons que les priorités de l'OSCE pour l'année 2019, qui ont été expliquées ce matin, convergent avec les priorités de l'ONU, en particulier avec une grande partie de celles qui guident les travaux du Conseil. Il nous semble donc utile d'identifier trois domaines dans lesquels, à notre avis, nous pouvons exploiter cette complémentarité.

Premièrement, en matière de renforcement de la prévention des conflits, le Conseil de sécurité favorise l'évaluation, l'analyse et la mise en œuvre de l'approche de paix durable, alors que, dans ses efforts, l'OSCE cherche à consolider ce qu'elle appelle une paix globale. Les deux visions placent prioritairement la personne humaine et son bien-être au centre de leur action. De fait, le Pérou estime que la réalisation de la sécurité, qui englobe la consolidation de la paix, et la protection des droits de l'homme sont complémentaires et s'alimentent mutuellement. De même, nous nous félicitons que la présidence de l'OSCE mette l'accent sur l'importance des défis et des possibilités que représente la participation des jeunes dans le programme de l'OSCE.

Deuxièmement, en ce qui concerne la promotion de la coordination et de la participation régionales, le Pérou estime que les organisations régionales sont appelées à jouer un rôle fondamental dans la mise en œuvre du cadre normatif international, qui englobe les résolutions du Conseil. De même, elles doivent orienter l'approche de pérennisation de la paix en fonction des caractéristiques particulières de chaque sous-région. À cet égard, j'aimerais souligner l'engagement et le rôle de chef de file de l'OSCE en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. En particulier, nous saluons sa coopération étroite avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et nous estimons qu'elle doit établir une coopération similaire avec le Direction exécutive du Comité contre le terrorisme.

Troisièmement, s'agissant de promouvoir des solutions politiques, nous saluons les mécanismes d'accompagnement et de suivi politiques et de règlement pacifique des différends mis en place par l'OSCE pour contribuer à la sécurité en Europe et en Asie centrale. Nous estimons qu'ils constituent un point de référence pour tous les mécanismes régionaux chargés de promouvoir la paix et la sécurité. À cet égard, nous saluons le travail entrepris en Ukraine, en particulier aux fins de la mise en œuvre intégrale des Accords de Minsk, ainsi qu'en Géorgie, en Transnistrie et dans le Haut-Karabakh.

Enfin, nous tenons à souligner l'importance que revêtent les efforts conjoints et la coopération entre l'OSCE et le système des Nations Unies, en particulier le Conseil, que ma délégation appuie pleinement.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Nous tenons à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. Nous vous souhaitons, ainsi qu'à votre pays ami, plein succès dans la gestion des travaux du Conseil ce mois. Nous remercions également la Guinée équatoriale de la manière dont elle a présidé le Conseil en février.

Nous souhaitons la bienvenue à S. E. M. Miroslav Lajčák, Ministre des affaires étrangères et européennes de la République slovaque, qui participe à la présente séance. Je saisis cette occasion pour le féliciter de l'accession de son pays à la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour 2019. Nous souhaitons plein succès à la Slovaquie amie dans sa mission. Nous le remercions également de l'exposé important et détaillé qu'il a présenté en début de séance.

La volonté du Président en exercice de l'OSCE de présenter un exposé annuel au Conseil de sécurité remonte à 2004 et confirme la détermination de l'OSCE à renforcer la coopération avec l'ONU pour promouvoir la paix et la sécurité internationales, en particulier dans les régions qui relèvent de son mandat. L'OSCE, qui est l'organisation régionale de sécurité qui couvre la plus vaste superficie, s'étendant en Europe, en Asie et en Eurasie, apporte énormément à nos efforts communs visant à réaliser la paix et la sécurité internationales, à maintenir et promouvoir le principe de multilatéralisme, ainsi qu'à y recourir pour régler les problèmes de sécurité qui touchent la communauté internationale.

Les conflits s'intensifiant et leurs caractéristiques évoluant au fil des jours, le rôle des organisations régionales et sous-régionales devient, et s'est avéré maintes fois, de plus en plus nécessaire dans le règlement des conflits internes et internationaux lorsque l'ONU ne peut y parvenir seule. Les deux organisations ont besoin l'une de l'autre et leurs rôles sont complémentaires. Si l'ONU joue un rôle clef durant l'intégralité du cycle d'un conflit et durant les phases de rétablissement et de consolidation de la paix, l'appui des organisations régionales et sous-régionales reste indispensable.

À cet égard, le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies nous guide et nous encourage à renforcer cette coopération. Il est clair que les organisations régionales et sous-régionales sont mieux placées pour déterminer ce qui se passe sur le terrain pendant un conflit et sont moins coûteuses en ressources humaines et en matériel. Elles sont également le premier outil de détection à la disposition de la communauté internationale pour comprendre la nature de ces conflits et y répondre.

Nous saluons la première réunion de haut niveau qui s'est tenue entre l'Union européenne et l'OSCE en septembre de l'année dernière. Nous nous félicitons que ces deux organisations aient décidé d'institutionnaliser cette pratique en organisant chaque année des réunions de haut niveau. Le continent européen est le théâtre de conflits qui n'ont que trop duré et qui nécessitent des solutions radicales, comme ceux du Haut-Karabakh, de Moldova, de la Géorgie, du Kosovo, de la Bosnie-Herzégovine et de Chypre. Nous saluons le rôle des missions spéciales d'observation de l'OSCE qui ont été déployées dans de nombreuses régions en conflit. Nous avons visité le siège de la Mission en Géorgie, à la frontière avec l'Ossétie du Sud, et avons pu voir par nous-mêmes le rôle qu'elle joue dans la désescalade des tensions, la surveillance du cessez-le-feu, la promotion

des mesures de confiance et la facilitation des mouvements de la population.

Nous prenons note du rôle essentiel que joue l'OSCE en Ukraine et soulignons l'importance de résoudre la crise qui est entrée dans sa cinquième année. Nous espérons que toutes les parties au conflit appliqueront pleinement la résolution 2202 (2015), les Accords de Minsk de 2015 et la déclaration du Président du 6 juin 2018 (S/PRST/2018/12), et rechercheront un règlement global et équilibré par le dialogue dans le cadre du format Normandie et du Groupe de contact trilatéral. À cet égard, nous saluons le rôle joué par la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine sur le terrain pour faciliter le dialogue entre les différentes parties au conflit. Nous avons grand espoir que ces efforts permettront de mettre fin à ce conflit le plus rapidement possible.

Pour terminer, nous souhaitons au Ministre des affaires étrangères plein succès dans la réalisation des priorités et des objectifs de la Slovaquie pendant sa présidence de l'OSCE, comme il l'a indiqué dans son exposé, afin de promouvoir les principaux buts et principes de l'ONU et de contribuer à instaurer la sécurité, la stabilité et la paix dans le monde.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais, tout d'abord, vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars et vous souhaiter plein succès. Je félicite également la Guinée équatoriale pour la manière dont elle a assuré la présidence en février.

Nous remercions M. Miroslav Lajčák, Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Ministre des affaires étrangères de la Slovaquie, de son exposé annuel très complet sur les travaux de l'Organisation et les questions inscrites à son ordre du jour. Son pays assume la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à un moment difficile, alors que les bases du système multilatéral et du droit international sont mises à rude épreuve. Ces derniers temps, en lieu et place, nous entendons beaucoup parler de ce que l'on appelle l'ordre fondé sur des règles.

Nous sommes attachés à une coopération constructive avec la présidence slovaque de l'OSCE. Pour notre part, nous pensons que l'OSCE doit s'efforcer de s'acquitter des fonctions pour lesquelles elle a été créée, c'est-à-dire qu'elle doit agir en tant qu'instance de dialogue

sur un pied d'égalité et de prise de décisions collectives sur les questions de sécurité. L'accent doit être mis des questions, telles que la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et les cybermenaces, l'harmonisation des processus d'intégration, la défense des valeurs traditionnelles, la protection des droits des minorités nationales et la lutte contre le néonazisme. Nous comptons sur la poursuite d'une coopération constructive entre l'OSCE et l'ONU dans ces domaines. Beaucoup a déjà été fait. Il faut également mettre en œuvre les mesures de confiance élaborées au sein de l'OSCE pour réduire les risques de conflit dans le domaine des technologies de l'information et de la communication en prévenant la militarisation de l'espace de l'information, les ingérences dans les affaires intérieures des États et les violations de leur souveraineté numérique.

En ce qui concerne les efforts visant à inscrire à l'ordre du jour de l'OSCE des questions, telles que la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance, qui ne relèvent pas de sa compétence, nous pensons que les travaux dans ce domaine doivent être menés au sein de l'ONU sur la base de la résolution 2151 (2014), qui s'applique aux pays qui ont été complètement détruits par des conflits et qui sont en phase de reconstruction post-conflit. Il n'y a pas de pays de ce type dans l'espace de l'OSCE.

M. Lajčák possède une expérience inestimable en tant que Président de l'Assemblée générale et connaît très bien l'Organisation. Il sait qu'aujourd'hui, les organisations internationales ne peuvent agir isolément. C'est dans ce contexte particulier que doit s'inscrire, selon nous, la coopération entre l'Organisation et les organisations régionales et sous-régionales sur la base du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies et de la décision du Conseil permanent de l'OSCE de 2006.

La coopération entre l'ONU et l'OSCE sur le terrain doit contribuer à stabiliser l'espace de l'OSCE, ce qui ne sera pas possible sans un règlement de la question du Kosovo sur la base de la résolution 1244 (1999), la recherche de compromis dans les conflits de Transnistrie et du Haut-Karabakh et l'établissement d'un dialogue non politisé entre la Géorgie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud dans le cadre des négociations de Genève sur la sécurité dans le sud du Caucase. Nous espérons que la mise en œuvre de la déclaration du Conseil des ministres de l'OSCE sur la Méditerranée à Milan conduira à une plus grande stabilité dans la région et dans les pays européens.

Nous continuerons de participer au dialogue structuré sur les menaces pour la sécurité, qui est en soi une mesure de confiance et peut ouvrir des perspectives d'amélioration de la situation dans la région euro-atlantique, à condition, bien sûr, que ce format ne soit pas politisé. Si l'on écoute certains orateurs aujourd'hui et qu'on ne sait pas ce que fait l'OSCE, on pourrait avoir l'impression que Vienne n'examine que les situations en Ukraine et dans l'espace post-soviétique en général. C'est une erreur bien connue que nos partenaires occidentaux essaient de consolider dans l'opinion publique. Or, il ne faut pas oublier que l'OSCE compte 57 États membres et qu'elle se consacre aux questions de sécurité en général, œuvrant à promouvoir la stabilité, la paix et la démocratie parmi 1 milliard de personnes. Dans ce contexte, elle examine notamment les questions de maîtrise des armements, de lutte contre le terrorisme, de traite des êtres humains, de démocratisation, de liberté de la presse et de la situation des minorités nationales. Il y a énormément de problèmes dans ces domaines à l'ouest de Vienne, et nous demandons aux membres de ne pas l'oublier.

Malheureusement, si l'on parle des activités de l'OSCE, on ne peut fermer les yeux sur la crise interne ukrainienne. Le 12 février, le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner cette question à l'occasion du quatrième anniversaire de la signature de l'ensemble de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk (voir S/PV.8461). Nous sommes reconnaissants à l'Ambassadeur Apakan, Chef de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine, pour ses évaluations franches de la situation sur le terrain et, en particulier, pour sa confirmation de l'absence de preuves d'une présence militaire russe au Donbass.

En adoptant la résolution 2202 (2015), qui entérine l'ensemble des mesures sur lequel repose le règlement ukrainien, tous les membres du Conseil de sécurité ont affirmé que la clef de la stabilisation du pays résidait dans l'application intégrale des Accords de Minsk. Ils l'ont réaffirmé en juin 2018, lorsqu'ils ont adopté une déclaration du Président (S/PRST/2018/12) à l'appui de ces accords, et réitéré le 12 février. Nous avons déjà entendu aujourd'hui des paroles de soutien aux Accords de Minsk, et je suis sûr que nous en entendrons d'autres. Le problème, c'est que nous sommes revenus au point de départ. Nous devons admettre que sans la mise en œuvre de bonne foi des Accords de Minsk par Kiev, nous ne parviendrons pas à un véritable règlement. Entre-temps, Kiev sabote ouvertement les Accords de Minsk et rejette la faute sur la Russie, tout comme le font ses partenaires

occidentaux et comme nous l'avons entendu plus d'une fois aujourd'hui. Le sabotage de Kiev n'est possible que parce que ses parrains occidentaux le couvrent.

Un règlement est impossible sans le consentement des habitants de la région. C'est ce qu'on appelle l'inclusivité à l'ONU, et ce principe vaut également pour l'OSCE. En Syrie, au Yémen et en Afghanistan – en fait, partout – on appelle les parties belligérantes à s'asseoir à la table des négociations et à parvenir à un compromis. Mais pour je ne sais quelle raison, cela ne s'applique ni au Donbass ni à ses citoyens.

Pour notre part, nous avons directement intérêt à ce que le conflit en Ukraine trouve rapidement une conclusion. Nous demandons instamment à la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine d'intensifier ses activités de surveillance dans le Donbass. Ce dont nous avons besoin, ce ne sont pas des informations fragmentées mais plutôt d'un examen complet de la situation militaire des forces armées en Ukraine. Il faut déterminer clairement quelle partie aggrave la situation et les bombardements, et quelles en sont les conséquences pour les civils et la destruction des infrastructures civiles. Nous insistons pour que la Mission spéciale publie des rapports thématiques détaillés sur cette question. Toutefois, nous nous devons de souligner que le mandat de l'OSCE n'est pas limité au Donbass mais s'applique à l'intégralité du territoire ukrainien. En particulier, la Mission d'observation doit suivre la situation dans toute l'Ukraine pour ce qui concerne les droits de l'homme et les minorités nationales, notamment s'agissant des questions linguistiques, religieuses et éducatives, et elle doit veiller à ce que ces droits soient respectés, en s'attachant tout particulièrement à des problèmes tels que l'expansion du néonazisme, le révisionnisme de l'histoire et la persécution des journalistes, qui échappent à tout contrôle en Ukraine.

Nous sommes ulcérés par la déclaration de Pavlo Klimkin, le Ministre ukrainien des affaires étrangères, et la lettre qu'il a envoyée au Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) en janvier, concernant le refus de l'Ukraine de laisser entrer des observateurs russes en Ukraine pour couvrir l'élection présidentielle, même sous les auspices du BIDDH. Il s'agit là d'une interdiction discriminatoire sans précédent et d'une violation manifeste des engagements fondateurs de l'OSCE, en particulier de l'article 8 du Document de la Réunion de Copenhague de la Conférence de 1990 sur la dimension humaine de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

La Russie considère l'OSCE comme un mécanisme important pour la mise en place d'un système paneuropéen de sécurité égale et indivisible et souhaite voir son rôle et son autorité renforcés. Nous souhaitons à la Slovaquie une action efficace et productive à la tête de l'OSCE, dans l'intérêt de la coopération et de la sécurité de tous nos pays. De notre côté, nous sommes prêts à engager un dialogue ouvert et sans exclusive sur tous les aspects de son programme de travail.

M^{me} Mele Colifa (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Nous tenons à féliciter la délégation française de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars. Nous vous remercions, Monsieur le Président, des paroles élogieuses que vous avez eues à l'endroit de ma délégation, et nous vous souhaitons une présidence fructueuse.

La délégation de la Guinée équatoriale souhaite également la bienvenue au Conseil de sécurité au Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Ministre des affaires étrangères et européennes de la République slovaque, M. Miroslav Lajčák, et le remercie de l'exposé très éclairant qu'il vient de présenter sur le programme et les activités prévues sous la présidence slovaque de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Nous félicitons également la République slovaque de son accession à la présidence de l'OSCE et de son engagement en faveur du maintien de la paix en Europe.

Je voudrais saisir cette occasion pour appuyer les questions prioritaires dans le programme de la présidence slovaque de l'OSCE, qui se concentrera sur trois domaines d'action au cours de sa présidence : la prévention, la médiation et l'atténuation des conflits, en se consacrant aux personnes sur lesquels ils ont une incidence, en œuvrant à l'avènement d'un avenir plus sûr et en encourageant un multilatéralisme efficace.

La crise persistante en Ukraine étant l'une des priorités de l'OSCE et l'une des problématiques les plus critiques dans la région, il importe de rappeler que la question de l'Ukraine ne pourra être réglée que par des moyens pacifiques qui passent par des négociations directes, franches et inclusives, en respectant les bases jetées par les Accords de Minsk. D'autre part, compte tenu des priorités de la présidence en exercice, nous voudrions également soutenir la nouvelle approche et la détermination de la présidence slovaque en ce qui concerne ce que l'on appelle les « conflits prolongés » qui touchent l'Europe. Dans ce sens, nous nous félicitons

que le Président en exercice de l'OSCE se soit rendu en visite officielle dans la République de Moldova en janvier, dans le cadre de la démarche slovaque de prévention et de médiation des conflits.

L'immense travail que l'OSCE réalise en sa qualité d'organisation régionale de sécurité parmi les plus importantes joue un rôle de premier plan en matière de maintien de la stabilité et de la sécurité des pays de la région et des environs. C'est pourquoi, comme nous l'avons mentionné dans cette même enceinte durant la séance de 2018 (voir S/PV.8200), il importe d'établir une coopération toujours plus étroite entre les deux organisations que sont l'OSCE et l'ONU, afin de renforcer le rôle de l'OSCE dans l'application des décisions de l'ONU s'agissant des conflits en Europe, dans l'intérêt de la sécurité et de la paix internationales.

À la veille des célébrations de la Journée internationale des femmes, la République de Guinée équatoriale estime qu'il serait approprié d'intégrer une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans l'action de la présidence en exercice de l'OSCE, accompagnée d'une stratégie visant à promouvoir la participation des femmes aux processus de médiation et de règlement des conflits, aux fins d'appliquer le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Pour terminer, je tiens à souligner l'excellent travail de médiation que réalise l'OSCE pour parvenir à un règlement pacifique des conflits, en application des accords et dans le plein respect de ces derniers. Comme nous l'avons déjà souligné, nous considérons qu'il est très important de renforcer la coopération entre l'ONU et l'OSCE, seul mécanisme œuvrant au règlement pacifique des différends et à une stabilité accrue dans les régions de l'OSCE. Je tiens à présenter à la présidence en exercice de la République slovaque tous mes vœux de succès dans la réalisation de ses priorités.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Naturellement, je vous félicite à mon tour, Monsieur le Président, d'assumer la présidence conjointe du Conseil de sécurité et de présider le Conseil pendant le mois de mars. Vous pouvez être assuré de notre plein soutien.

Nous avons dit précédemment souhaiter des discussions plus interactives et, dans ce sens, je remercie le Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (d'avoir distribué à l'avance les éléments de sa déclaration, car cela nous a permis de préparer le présent débat. J'ai beaucoup

apprécié. Je voudrais également me faire l'écho des propos du Président, lorsqu'il a dit que M. Lajčák, du fait de ses fonctions passées et présentes, était naturellement un pont entre l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'ONU. Je crois que c'est de bon augure pour la coopération entre les deux organisations et pour le bon fonctionnement du multilatéralisme. M. Lajčák peut être assuré de notre plein appui.

Dans son exposé d'aujourd'hui, M. Lajčák a utilisé une phrase que nous jugeons absolument cruciale, à savoir que la présente séance ne changera rien à elle seule, et qu'il est crucial que nos paroles d'aujourd'hui soient suivies d'actes. Dans le même esprit, et pour reprendre encore une fois les points soulevés par M. Lajčák, j'ai été très heureux que, s'agissant de la première des priorités de l'OSCE, l'Ukraine, il ait mentionné le même problème que nous avons cité dans le débat du 12 février (voir S/PV.8461) rappelé par notre collègue russe, à savoir l'action humanitaire dans les zones occupées en Ukraine et le pont de Stanitsa Luganskaïa. Il y a deux semaines, j'en avais déjà parlé, et le fait que M. Lajčák l'évoque à son tour, sans que nous nous soyons concertés, montre à quel point c'est important. Je voudrais savoir s'il était possible d'établir une feuille de route ou quelque chose de similaire dont nous pourrions en fait non seulement parler, mais que nous pourrions aussi mettre en œuvre pour réparer ce pont, étant donné que des dizaines de milliers de personnes doivent le traverser chaque jour. La situation sur place est terrible.

De concert avec la France, la Russie et l'Ukraine, l'Allemagne poursuivra les efforts qu'elle déploie dans le cadre du format Normandie pour faire avancer le processus. Nous pensons également que les Accords de Minsk en sont la base. En ce qui concerne la mise en œuvre des Accords de Minsk, ma vision de ce qu'il se passe est quelque peu différente de celle de notre collègue russe.

Je tiens tout d'abord à rendre hommage à l'action importante menée par la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine. Elle fait un travail extraordinaire dans des circonstances très difficiles. Il y a environ deux ans, un collègue de la Mission spéciale d'observation a perdu la vie parce que sa voiture a roulé sur une mine dans une zone non contrôlée par le Gouvernement. Dans l'ensemble, l'OSCE a continué de faire du bon travail.

Notre collègue russe vient de dire que l'OSCE doit intensifier ses activités d'observation, mais malheureusement, elle en est trop souvent empêchée. Le mois

dernier, l'OSCE a envoyé à tous ses États membres le dernier rapport en date sur les restrictions imposées à la Mission spéciale d'observation. Le rapport indique qu'au cours du second semestre de 2018, le nombre de restrictions à la liberté de circulation imposées à la Mission spéciale d'observation a augmenté. La Mission a été confrontée à 720 restrictions, soit une augmentation de plus de 60 %. Comparativement aux six mois précédents, la majorité de toutes les restrictions étaient des interdictions d'accès. Comme au cours du premier semestre de 2013, la majorité des restrictions ont été imposées dans les zones non contrôlées par le Gouvernement - 75 % ont été imposées dans les zones occupées et sous influence russe.

Dans le même temps, le rapport mentionne un nombre de drones qui ont été perdus, la majorité dans des zones contrôlées par le Gouvernement. Ces pertes sont très onéreuses pour les États membres de l'OSCE. J'ai une question spécifique à poser à cet égard. Dans le rapport, il est mentionné que le passage vers Novoazovsk, près de la frontière avec la Fédération de Russie, a été refusé à 54 reprises. Y a-t-il des pistes d'explication à cet égard? C'est une ville portuaire. Toute information à ce sujet serait utile, même si c'est une question très précise. Lorsque j'ai lu le rapport en ayant à l'esprit la liberté de circulation, ce fait m'a frappé.

En ce qui concerne la mer d'Azov, de nombreux orateurs ont mentionné la violation du droit international et le fait que le personnel ukrainien n'a toujours pas été libéré. Comme notre collègue russe l'a mentionné, la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine doit couvrir l'ensemble du territoire ukrainien. L'OSCE pourrait-elle déployer un navire dans les eaux territoriales de l'Ukraine pour mieux contrôler la zone? Jusqu'à présent, elle a déployé des voitures et des drones, mais peut-être qu'un navire serait également utile.

En ce qui concerne la Transnistrie, nous nous félicitons du fait que, depuis 2016, le Protocole de Berlin a connu un certain nombre d'évolutions positives, ce qui est un fait heureux que nous devons souligner. Je voudrais m'associer à la question posée par mon collègue des États-Unis, à savoir, s'il y a une chance que désormais, nous puissions, en Transnistrie, également faire des progrès dans la mise en œuvre de la déclaration politique adoptée au Sommet d'Istanbul de l'OSCE concernant le retrait des contingents illégalement présents là-bas?

S'agissant de l'Arménie et du Haut-Karabakh, nous voudrions appuyer les activités du Président dans

ces régions. La Chancelière Merkel vient de rencontrer le Premier Ministre arménien et l'a encouragé à mettre à profit son vaste mandat pour s'engager de manière constructive dans le processus de paix. Là encore, le Groupe de Minsk de l'OSCE montre l'exemple, et je voudrais également encourager le Président à en faire autant.

Je voudrais conclure en reprenant ce qu'ont dit certains des orateurs, notamment le Représentant de la République dominicaine et l'Ambassadrice de la Guinée équatoriale, et je voudrais saisir cette occasion pour la remercier, ainsi que sa délégation, du leadership dont elle a fait preuve le mois dernier. Elle a mentionné la Journée internationale des femmes. Dans son exposé, le Président a notamment souligné qu'il souhaite également mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Je me demande s'il a des projets concrets pour inclure des quotas dans la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine. De même, comme la Guinée équatoriale vient de le proposer, le Président peut-il insister davantage, lors des pourparlers de médiation, lors des négociations du Groupe de Minsk, lors des négociations au format cinq plus deux ou lors des négociations du Groupe de contact trilatéral à Kiev, pour promouvoir la participation des femmes?

Le Président : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la France.

Je souhaite commencer par remercier chaleureusement M. Miroslav Lajčák pour sa présentation très éclairante des priorités de la présidence slovaque de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et lui redire combien nous sommes heureux de l'accueillir aujourd'hui. La Slovaquie peut compter, les membres le savent, sur le plein soutien de la France dans la mise en œuvre de son programme de travail, au sein duquel les enjeux d'efficacité du multilatéralisme et de protection des populations civiles en zone de conflit – deux thèmes qui sont au centre des présidences conjointes de la France et de l'Allemagne – tiennent une place prioritaire. Deux points méritent une attention toute particulière dans le cadre de la coopération du Conseil avec l'OSCE, nous semble-t-il, et je serai bref.

Mon premier point porte sur le rôle déterminant de l'OSCE dans la résolution de la crise ukrainienne. Cette crise constitue de toute évidence l'une des violations les plus graves et les plus meurtrières des principes fondateurs de l'OSCE, actés à Helsinki il y a plus de 40 ans. Dès le début de cette crise, l'OSCE a été à

la hauteur de l'enjeu. La Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine contribue ainsi chaque jour à diminuer les tensions dans l'est du pays, sur la ligne de contact et dans l'ensemble de la zone de conflit, et à progresser vers la mise en œuvre des Accords de Minsk par les parties.

Nous saluons le courage des femmes et des hommes engagés dans ce cadre sur le terrain et nous condamnons avec la plus grande fermeté toutes les actions qui portent atteinte à leur sécurité, ou visent à entraver leur mission et à détruire leur matériel, telles qu'observées ces derniers mois, en particulier en zone séparatiste.

L'OSCE facilite également le dialogue entre les parties dans le cadre du Groupe de contact trilatéral. Elle peut compter sur le soutien politique du format Normandie, comme vient de le rappeler mon collègue allemand. Nous devons cependant constater que ces discussions sont aujourd'hui dans l'impasse. Elles nécessitent plus que jamais un réengagement de toutes les parties, en particulier de la Russie et des groupes séparatistes qu'elle soutient. Ce réengagement, qui ne peut s'exprimer pleinement sans une forte volonté politique pour le soutenir, est aussi urgent qu'indispensable. Les parties doivent prendre leurs responsabilités et répondre aux attentes des populations civiles piégées dans ce conflit. Cette attitude plus constructive doit être observée aussi bien dans le Groupe de contact trilatéral que dans le cadre du format Normandie.

Nous ne pouvons pas évoquer par ailleurs la crise ukrainienne sans revenir sur l'annexion illégale de la Crimée par la Russie il y a maintenant cinq ans. Cette violation des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine est la cause des tensions croissantes en mer d'Azov et en mer Noire, et à ce titre, nous réitérons notre appel à la libération inconditionnelle des marins ukrainiens détenus depuis le grave incident naval survenu en novembre dernier, ainsi que le retour des bateaux saisis.

Au-delà du conflit en Ukraine, nous appelons tous les acteurs des conflits prolongés et tous les États Membres à soutenir les efforts de médiation de l'OSCE. Ce sera mon deuxième point. L'OSCE contribue à une résolution pacifique et politique des conflits prolongés dans le Haut-Karabakh, en Abkhazie, en Ossétie du Sud et en Transnistrie, mais là aussi, seule la volonté politique des parties pourra faire aboutir les négociations en vue d'un règlement de ces crises. La France continuera de s'investir pleinement dans la médiation du conflit au Haut-Karabakh dans le cadre

de sa coprésidence du Groupe de Minsk, aux côtés des États-Unis et de la Russie. Les engagements pris par les États participants et les activités de facilitation du dialogue conduites par l'OSCE exigent le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales par tous les États. La vision de la paix et de la sécurité en Europe, telle qu'elle a été envisagée à la signature de l'Acte final d'Helsinki, repose sur ce pilier. La France réitère son attachement à l'OSCE en tant que plateforme de dialogue sur tous les enjeux de sécurité touchant le continent européen et à son approche multidimensionnelle de la sécurité.

Je conclurai cette intervention en rappelant, d'une part, la priorité qui doit s'attacher à la coopération de l'Organisation des Nations Unies avec les organisations régionales dans le cadre du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, d'autre part, les fortes convergences qui existent entre l'action de l'OSCE et celle des Nations Unies. À un moment où les divisions internationales pouvaient sembler insurmontables, l'Acte final d'Helsinki, fondateur de l'OSCE, a permis d'écrire une nouvelle page dans l'histoire du multilatéralisme. Cet exemple doit aujourd'hui nous inspirer, alors qu'un multilatéralisme rénové et revitalisé nous apparaît plus nécessaire que jamais pour répondre aux grands défis de notre temps. Et n'oublions jamais que les deux armes secrètes de ce multilatéralisme, c'est bien le respect et le dialogue. Les deux organisations promeuvent une approche commune alliant sécurité, développement et droits de l'homme. Il est de notre devoir de continuer d'appuyer les efforts de l'OSCE en faveur du renforcement de la sécurité à l'échelle régionale, en particulier dans toutes les crises où cette organisation est amenée

à agir. J'assure le Conseil de l'engagement de la France en ce sens.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Miroslav Lajčák, pour lui permettre de répondre aux observations et questions qui ont été formulées et posées.

M. Lajčák (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier tous les membres du Conseil de sécurité de leurs déclarations et de l'appui qu'ils ont manifesté à l'égard de notre présidence en exercice et de ses priorités. Cela est très encourageant pour nous. Je leur sais gré également de leurs analyses sur l'état actuel des divers défis et problèmes qui se posent dans la zone de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Nous en avons dûment pris note et nous les utiliserons dans nos travaux à venir. Elles sont très précieuses pour nous. Je suis également sensible à la démarche interactive de l'Ambassadeur de l'Allemagne, et nous répondrons à ses questions en dehors de cette salle. Je souhaite plein succès aux membres du Conseil de sécurité dans leur action, car c'est ce dont nous avons tous besoin, que les travaux du Conseil soient fructueux. Je me réjouis vivement à la perspective de notre coopération tout au long de notre présidence.

Le Président : Je remercie S. E. M. Lajčák pour les éléments additionnels qu'il vient d'apporter et pour son engagement personnel et celui de son organisation pour un partenariat renforcé entre l'OSCE et l'Organisation des Nations Unies.

La séance est levée à 11 h 55.